

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE — N° 220
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 15 au 28 mai 1976

La démocratie à la lanterne ! Un militarisme heureux...

La résurrection de la démocratie est en train de s'accomplir en Espagne — terre élue de l'Eglise et des réincarnations — par la grâce, non pas de Dieu, mais de la bourgeoisie dominante et de la Coordinación Democrática, ramassis de monarchistes carlistes (convertis au ... « socialisme auto-gestionnaire »), de sociaux-démocrates, de démocrates-chrétiens (franquistes repentis à « vocation sociale ») et de national-communistes, le tout assaisonné à la sauce « gauchiste » du maoïsme. Cette résurrection ne pouvait manquer d'obtenir l'adhésion du personnage de droite le plus typique de la II^e République, de l'homme le plus haï des masses ouvrières et paysannes pauvres de l'époque, celui dont l'entrée au gouvernement en 1934 provoqua l'insurrection des Asturies, une insurrection dont la répression impitoyable fut le prélude à celle du franquisme : Gil Robles.

Un nouveau Pacto de San Sebastián vient de naître, non plus « contre » la monarchie mais comme « alternative pacifique » au franquisme, énième version des blocs nationaux de la Résistance et autres Comités antifascistes à la gloire de sainte Démocratie. Son objectif : « réussir la rupture du régime pour éviter la rupture de la société » (Déclaration politique de la Junta et de la Convergencia Democrática du 14-1-1976). Pour cela il faut « un gouvernement de réconciliation nationale [qui passe l'éponge sur le massacre ininterrompu de prolétaires et de paysans], un gouvernement où se trouveront représentées les forces sociales les plus larges — allant des capitalistes aux travailleurs — et les institutions qui, comme l'Armée et l'Eglise, ont à contribuer, directement ou indirectement [par la force ou la persuasion] à ce que le passage [escompté] de la dictature à la démocratie soit PACIFIQUE ET ORDONNE » (Mundo Obrero du 20-1-1976). Pour y arriver, il faut « proposer publiquement l'ouverture des négociations aux éléments [du régime] qui se déclarent réformistes [le Roi, Fra-

ga, Areilza et Cie] et aux représentants des Forces armées et de l'Eglise, en vue d'un accord sur la composition, le programme et les moyens d'installer au pouvoir un gouvernement provisoire ou transitoire » (Mundo Obrero du 16-4-1976).

Paix entre les classes, alors que la lutte prolétarienne ne fait que renaître ; amnistie « réciproque », alors que les balles des exploiters pleuvent sur les prolétaires, et que ceux-ci débordent de la haine accumulée au cours de décennies entières contre une bourgeoisie cannibale (non pas par « caractéristique nationale », mais comme l'est toute bourgeoisie poussée par la lutte des classes) ; Démocratie avec un grand D et Ordre avec un grand O, alors que l'Ordre franquiste n'est plus, ou plus tellement, viable.

La lutte des classes brise-t-elle cet Ordre ? La section catalane du PC espagnol et les Commissions ouvrières qu'elle influence dénoncent les piquets de grève des ouvriers du bâtiment comme des « groupes de fascistes ou de provocateurs extérieurs au mouvement ouvrier ». Des travailleurs sont assassinés par la po-

DANS CE NUMERO

- Leur « front unique » et le nôtre (2).
- La solidarité avec la lutte des soldats (1) : quelques tâches du mouvement de soutien.
- Ulrike Meinhof.
- La CFDT met de l'ordre.
- Rhône-Poulenc : défendre la force de travail et l'union des ouvriers.
- Les délices de l'exploitation.
- Les grèves de l'Université.

lice à Vitoria ? « Carrillo admet que le PCE a été surpris [par les grandes mobilisations ouvrières] et que le débordement des Commissions ouvrières si largement dominées par le PCE a, en tout cas, incité des dirigeants du parti communiste d'Euzkadi à se rendre à Vitoria qui avait été un peu oubliée » (Le Monde du 3-4-1976). La prière est inséparable de l'apostolat démocratique, et le PCE n'appelle qu'aux « minutes de silence » et aux « débrayages symboliques ».

(suite page 4)

L'Etat français va doubler ses dépenses militaires de 1977 à 1982. « Il est important pour l'équilibre militaire de notre continent que la force française soit du même ordre de grandeur que l'autre force du continent, c'est-à-dire l'armée allemande », explique un des bourgeois qu'on peut le moins soupçonner de germanophobie, Giscard lui-même ! Et puis, la presse n'en fait pas mystère, il y a « nos » sources de matières premières à protéger » (visez le Moyen-Orient, et en particulier le Liban, où le gouvernement propose d'envoyer des troupes en qualité... d'arbitre (!) ; il y a toutes ces îles de tous les océans auxquelles « nous sommes sentimentalement (mais quelque fois économiquement et surtout stratégiquement) attachés » ; et enfin il y a cette Afrique des grands chambardements où « nous avons tant d'amis » (entendez : 60 millions d'hommes sous la botte semi-coloniale) et où « nous devons respecter nos engagements » (entendez : nous doter d'une force d'intervention apte à préserver les intérêts des rapaces français contre les requins et les maréchaux des autres impérialismes) !

Le PCF qui, de son côté, ne cessait de se plaindre de la « dégradation de notre potentiel militaire conventionnel » fait mine aujourd'hui de gémir sur la « militarisation du pays », mais uniquement parce qu'elle ne s'accompagne pas « d'initiatives gouvernementales en faveur du désarmement » (L'Humanité du 6-5) ! En d'autres termes, le tort de la bourgeoisie, c'est le cynisme. L'opportunisme s'y entend, lui, pour couvrir la sordide réalité du capitalisme des voiles mensongers de la paix, du désarmement, de l'harmonie entre les peuples et entre les classes. C'est son rôle. Et, comble des hasards, au moment où la bourgeoisie s'inquiète du sort de l'armement classique, il se met de son côté à déduire du fait qu'« il est résolulement contre tout armement nucléaire » la conclusion qu'il ne s'opposera plus à celui de son Etat tant que les autres Etats le possèdent ! Les finesses de la dialectique « aux couleurs de la France », en somme ! C'est tout juste s'il se contentera de réclamer que le gouvernement signe les accords sur la non-dissémination des armes nucléaires qui possèdent, outre l'intérêt de jeter de la poudre aux yeux, l'inestimable avantage d'interdire l'accès à la bombe — vous avez deviné — la RFA !

L'Allemagne qui, s'indigne R. Andrieu dans l'Humanité du 7-5, veut imposer son « protectorat » à la France ! Sus à Schmidt, « chancelier d'un pays qui s'est illustré sous le nazisme » (comme si le nazisme était spécifiquement allemand et non spécifiquement capitaliste !) et « qui continue aujourd'hui à pratiquer la chasse aux sorcières dans la fonction publique » ! Vive donc, pour lutter contre lui, le protectorat allié sur l'Allemagne, vive la bombinette, vive, chez nous, la chasse aux sorcières antimilitaristes dans l'armée et les syndicats ! Est-ce aussi un hasard si G. Ansart n'a pas eu un seul mot pour dénoncer l'impérialisme français dans le débat sur la politique étrangère à la Chambre (à moins que l'oppression des TOM-DOM et de l'Afrique ne soit une affaire purement intérieure ?) sauf pour se plaindre de la « pression néo-colonialiste sur l'Algérie » et réclamer des prix rémunérateurs pour les matières premières ! En somme, vive l'impérialisme français, avec l'hypocrisie en prime !

Le prolétariat français, pour sa part, ne peut lutter contre sa bourgeoisie sans combattre l'étouffement du prolétariat allemand auquel participe l'Etat français et l'oppression perpétrée dans les colonies et les semi-colonies, car tous deux nourrissent le militarisme français qui est le premier instrument de son asservissement.

Ulrike Meinhof

Ulrike Meinhof assassinée, après Holger Meins et Katherina Hamerschmidt, dans les prisons de l'Europe repue et pourrie de démocratie.

Si les Pinochet et les Franco ont un mérite, c'est d'apparaître pour ce qu'ils sont : leur face hideuse ne peut parvenir à tromper le prolétariat. La démocratie, elle, recherche le même résultat que le fascisme et la dictature ouverte : la collaboration de l'exploité, mais au lieu de l'obtenir par la contrainte, elle y parvient par le consentement. Et elle pousse son hypocrisie jusqu'à exiger du révolté, du révolutionnaire, la collaboration à son assassinat transformé en « acte libre » !

Mais la froide détermination du meurtre aseptisé d'Ulrike ôte plus qu'à moitié les voiles de la démocratie impérialiste moderne et révèle le capitalisme botté et casqué, armé jusqu'aux dents.

La bourgeoisie peut, par les mille moyens conjugués du consensus social et patriotique et de la chasse aux sorcières généralisée, retarder la reprise de la lutte de classe révolutionnaire. Elle peut tenter d'exorciser par l'odieuse assassinat de Stuttgart — comme par ceux, moins connus, qu'elle commet quotidiennement — le spectre d'un avenir qui l'effraie, tout en essayant d'intimider et de terroriser les exploités.

Elle ne pourra pas empêcher que les masses, qui ont encore du mal aujourd'hui à se mettre en mouvement, ne deviennent les bataillons serrés de la révolution prolétarienne qui, balayant tous les mensonges, revendiquera les armes de la violence et de la dictature, pour en finir avec cette société invivable.

Seule la révolution communiste, en détruisant l'oppression et toute l'hypocrisie dont elle s'entoure, pourra venger Andreas Baader et ses camarades assassinés, ces valeureux éclaireurs solitaires de la lutte ouverte contre la Sainte Alliance de l'Ordre capitaliste.

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 11 juin, 20 h 45, salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris X^e (métro République).

1936-1976 LE FRONT POPULAIRE

La solidarité avec la lutte des soldats (1)

Quelques tâches du mouvement de soutien

Tisser un réseau matériel de solidarité et d'organisation entre les ouvriers et les soldats et mener une propagande antimilitariste sont deux exigences de la lutte prolétarienne depuis longtemps niées par l'opportunisme, qui est devenu un pilier du militarisme impérialiste.

Nous trouvons une illustration particulièrement frappante de la manière dont on peut répondre de façon tout à fait fautive et paralysante à ces exigences justes en lisant un Projet de résolution pour le bureau national du CDA visiblement inspiré par la LCR. L'étude de ce document sera l'occasion de définir dans une série d'articles comment nous concevons ces tâches et d'aborder le problème délicat de leur articulation.

Nous commencerons par la question du soutien au mouvement des soldats. Après une brève analyse de la situation créée par la lutte des soldats et l'attitude servile de la gauche, le document du CDA définit les objectifs d'une organisation de soutien que l'on veut unifiée. Reprenons ces objectifs un par un (l'ordre est choisi par nous, et nous signalons par une lettre la place qui leur est donnée dans le document).

Le mouvement a pour tâche d'« apporter une aide pratique aux organisations d'appelés pour toutes les tâches qui s'imposent à eux (matériel, réunions...) » (point d du Projet de résolution...). Il convient d'insister sur cette tâche qui répond à deux besoins. C'est tout d'abord dans la mesure où elle est accomplie efficacement que le mouvement des soldats peut avoir un minimum de continuité organisationnelle. Ensuite, seul un appui logistique extérieur sérieux peut permettre d'éviter aux soldats de pren-

dre à l'intérieur des casernes de trop grands risques. Enfin, la domination opportuniste sur les grandes organisations syndicales oblige le mouvement des soldats à affronter des conditions extrêmement difficiles, et quand certaines organisations locales ont fourni une aide matérielle, notamment pour les publications, une censure de leur part n'a pas toujours pu être évitée. Ajoutons que le ménage opéré dans la CFDT rend l'appui matériel grâce aux sections locales de plus en plus aléatoire dans les conditions présentes, ce qui accroît d'autant les responsabilités matérielles des organisations de soutien aux soldats.

Une autre tâche fixée au mouvement de soutien est de « populariser les actions entreprises par les appelés ; diffuser leurs publications ; faire connaître leur plateforme de revendications » (point b). Remarquons en passant que la tâche de diffusion des publications vers les soldats serait à mettre dans

le point précédent. Il n'en reste pas moins que la « popularisation » est une exigence fondamentale.

Il est indispensable de faire connaître aux prolétaires le sort de leurs frères sous l'uniforme — et également des membres des autres classes exploitées. Il est indispensable de les préparer à soutenir leur action, de les éduquer afin qu'ils prennent leurs responsabilités qui consistent à épauler la lutte d'une catégorie mise dans des conditions d'oppression aggravées, où toute tentative de solidarité est violemment réprimée sous la férule d'un règlement terroriste, une catégorie que l'on conditionne dans le but de pouvoir l'opposer s'il le faut aux ouvriers en lutte ou aux prolétaires étrangers. C'est pourquoi il nous paraît clair que cette « popularisation », qui rentre dans le cadre de la propagande plus générale dont nous venons de définir les traits, doit être orientée essentiellement vers la classe ouvrière afin

(suite page 2)

Quelques tâches du mouvement de soutien

(suite de la page 1)

de l'appeler à la solidarité, vers les organisations syndicales afin de renouer avec les bonnes coutumes du sou au soldat et du parrainage; mais elle doit être menée aussi en direction de la jeunesse prolétarienne, et notamment de la jeunesse scolarisée ainsi que des conscrits, afin de préparer la jeunesse à tisser avec des organisations prolétariennes des liens qui pourront être maintenus pendant le temps du service.

Les tâches qui viennent d'être définies nous semblent réellement constituer la base de l'activité d'un mouvement de soutien, si on en ajoute une troisième (que nous nous réservons de développer plus complètement dans un prochain article), celle de la solidarité contre la répression qui frappe les soldats. Nous pouvons aborder maintenant les autres objectifs définis dans le « *Projet* », et qui reprennent ou précisent en réalité les précédents.

Au point (a), c'est-à-dire en bonne place, figure l'exigence de « mener une bataille politique permanente pour les droits démocratiques des soldats, en premier lieu pour le droit à l'organisation ». Le besoin d'en faire un objectif à part, et surtout de le premier objectif, est en fait lié à toute une orientation, qui est celle de la LCR (après le PSU d'ailleurs). La suite du document le confirme : « le mouvement de soutien prendra à son compte l'ensemble des exigences qui naissent de la vie quotidienne dans les casernes, même les plus minimes » ce qui est parfaitement juste, et « contribuera à les intégrer dans la perspective de création d'un syndicat de soldats, indépendant de la hiérarchie militaire, lié au mouvement ouvrier ». Et on ajoute : « la création de ce syndicat constitue donc [...] un objectif central valable pour toute une période », etc. Nous ne voulons pas parler ici de la question du « syndicat de soldats », revendication qui n'est pas la nôtre, même si nous ne nions pas l'exigence de centralisation des comités sur laquelle elle s'appuie en partie (*). Nous voulons simplement faire remarquer que la perspective donnée est des plus équivoques : si on fait bien une référence à la liaison de l'organisation des soldats avec le mouvement ouvrier, nulle part cette organisation n'est présentée comme un besoin de la lutte prolétarienne : un tel « oubli » laisse donc la porte ouverte à une orientation absolument a-classiste comme celle qui a été donnée à la campagne de soutien aux inculpés, avec les résultats que l'on sait, mais dont on évite de tirer le triste bilan. Cette orientation faisait découler la revendication de l'organisation des soldats de la « démocratie en général », pire, du « respect des droits » inscrits dans la Constitution : la propagande axée sur de tels principes ne pouvait évidemment faire référence à la seule force qui ait un intérêt à une véritable défense des soldats et à l'organisation de ceux-ci (même si la perspective n'en est pas proche) : la classe ouvrière.

Nous ne pouvons malheureusement pas empêcher aujourd'hui que les tenants de la « démocratie en général » se pavent dans de telles organisations, mais nous devons exiger que, dans des organisations ouvertes, leur prétendue « méthode démocratique » puisse être jugée à ses résultats, c'est-à-dire à sa contribution au renforcement de l'union des travailleurs et de la conscience de classe prolétarienne — test que nous acceptons évidem-

ment pour la méthode que nous préconisons. Voilà pourquoi nous insistons autant sur la nécessité de préciser toujours davantage, de mettre en évidence toujours plus clairement pour tous les adhérents actuels et potentiels, les bases de toute organisation ouverte, comme une authentique pierre de touche de toute orientation et de toute action. Des bases de classe sont théoriquement acceptables par tous les partis se réclamant de la lutte prolétarienne, et si nous insistons pour les faire admettre, avec la patience que nous donne la certitude que les faits travaillent pour nous, c'est que nous savons que seul ce terrain est fécond. De plus nous savons être les seuls à n'être nullement gênés de nous mouvoir sur ce terrain : nos principes et nos méthodes n'ont à y subir aucun accroc, n'ont besoin d'aucune dérogation, car ils sont ceux de la lutte sur ce terrain. C'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons, à la différence des multiples sectes, aucune raison d'en forcer l'acceptation par des manœuvres : la lutte elle-même, à un certain niveau et à un certain moment, en imposera l'acceptation volontaire et consciente pour les besoins d'une lutte efficace.

Un autre objectif défini par le « *Projet* » est de « combattre pour que, de la base au sommet, les organisations ouvrières prennent en charge l'aide au mouvement des appelés » (point c). Inutile de rappeler que cet objectif est juste en tant qu'objectif général : il découle de la nature même du soutien à la lutte des soldats. Mais précisément, la question importante est de voir comment on doit le mettre en pratique. C'est pourquoi, en même temps que nous revendiquons cet objectif commun à tous les membres du comité et acceptable par tous ceux qui ne veulent pas mettre de préalables et d'a-priori métaphysiques à la lutte prolétarienne, nous revendiquons clairement le droit, à l'intérieur du mouvement de soutien, de donner notre point de vue sur les moyens d'atteindre cet objectif. Et nous avons nécessairement un point de vue propre qui est lié à l'analyse que nous faisons de l'opportunisme. Cette analyse est différente de celle des autres partis, et nous ne faisons pas de son acceptation un préalable à notre participation au mouvement de soutien aux soldats. Mais nous devons affirmer que ce n'est que sur la base d'une telle analyse que l'on peut réaliser une direction conséquente de ce mouvement.

Nous tenons donc à dire avec la plus grande clarté que nous lions la réalisation de cet objectif à un renversement complet de l'orientation des organisations actuelles et même de leur structure, que l'opportunisme tente d'adapter toujours mieux aux exigences de la conservation sociale; nous devons aussi dire que ce renversement n'est nullement garanti à l'avance, et que la renaissance de vastes organisations de classe est un problème bien plus vaste qu'un simple changement de direction. Il s'en suit deux conséquences : la première est que nous ne pouvons nullement compter sur les seules réunions syndicales et les seuls congrès pour mettre en avant l'exigence du soutien aux soldats; nous ne devons certes pas négliger ce moyen, mais nous devons aussi faire une agitation propre en direction des organisations syndicales et des usines. La seconde conséquence est que nous ne pouvons confier l'aide matérielle aux soldats qu'à des organisations soustraites à l'influence réformiste.

L'opportunisme réformiste et la hiérarchie militaire communiquent par mille canaux. Cela revient à vendre le mouvement que d'entretenir l'illusion qu'il peut s'appuyer sur l'opportunisme. Il serait d'ailleurs utile, un jour, de faire un bilan des conséquences du lien entre hiérarchie militaire et politique syndicale dans la répression du mouvement des soldats. C'est la raison pour laquelle nous devons nourrir en général une extrême méfiance vis-à-vis des unions locales et leur préférer, dans les conditions présentes, les sections syndicales, qui même quand elles échappent au contrôle de la bureaucratie opportuniste doivent s'entourer de précautions particulières à verser au chapitre des règles de sécurité indispensables à un tel travail et qui méritent d'être traitées à part.

Or voici comment le « *Projet* » envisage cette question : « un des objectifs du mouvement doit être d'entraîner dans la lutte les organisations majoritaires du mouvement ouvrier. Il faut donc, en permanence, multiplier les démarches et les propositions auprès de ces organisations, au sommet comme à la base ». Evidemment, nous ne sommes pas opposés par principe à de telles démarches. Elles peuvent même se révéler utiles, dans certaines conditions, pour éveiller la méfiance des prolétaires envers les directions syndicales et les arracher à leur influence néfaste. Mais ceci suppose que l'on parvienne à éveiller chez les prolétaires le besoin et la volonté de la solidarité envers les soldats, ce qui a comme condition une agitation systématique et autonome envers eux. Or ce n'est pas de cette agitation mais seulement des manœuvres envers les directions que le « *Projet* » attend l'effet escompté : « il s'agit de se donner les moyens, y compris par la nature et le style de la propagande, de pratiquer une politique d'unité d'action ». On peut bien affirmer que « ce souci ne doit en aucun cas amener à des concessions sur les mots d'ordre ou les formes d'action à entreprendre », une telle politique, appliquée hors de propos, sans les conditions générales et particulières qui en permettent le succès, ne signifie pas autre chose qu'un suivisme qui est catastrophique pour l'accomplissement des tâches fixées.

Notre propre expérience nous montre en effet que nous avons toujours trouvé une résistance quasi absolue de la part de la LCR à ce que le CDA mène une agitation envers les usines qui ne passe pas par le canal officiel des réunions syndicales plus que fantomatiques : autant dire que dans les conditions présentes, c'est rendre une telle agitation pratiquement impossible. Vis-à-vis de la jeunesse, nous avons même du mal à orienter une agitation vers les éléments prolétaires, notamment les CET : on lui préfère en général les lycées et les facultés. Nous avons également rencontré une opposition à la publication de journaux de comités (pour autant officiellement revendiqués) sous prétexte que c'était la tâche des unions locales des syndicats. Espérons que les derniers événements inciteront les CDA locaux à moins hésiter à prendre en charge de telles tâches; mais cela nécessite que soit opéré en leur sein un tournant à 180 degrés qui rompe avec le manque de sérieux qui fait hésiter les soldats à confier leur sort à de telles organisations, qui restent en pratique ouvertes moins aux exigences d'une lutte classiste qu'à de multiples influences néfastes à un soutien réel à la lutte des soldats.

(série à suivre)

(*) Voir à ce sujet l'article paru dans *Le Proletaire* n° 201 intitulé *La question du « syndicat de soldats »*.

Dans la série « *But final du mouvement communiste...* », publiée dans le n° 219 du *Proletaire* (p. 7), la première partie (*Les termes de la revendication socialiste*) était un extrait de notre texte *Propriété et Capital*; la seconde partie (*Le communisme n'est pas l'autonomie*) était un extrait des *Fondements du communisme révolutionnaire*. Cette série, interrompue par manque de place, reprendra dans le prochain numéro.

La CFDT met de l'ordre

Les deux centrales se l'étaient promis lors du pacte CGT-CFDT de juin 74 : vigilance contre les « comités minoritaires », les infiltrations « gauchistes », et toute impulsion combattive non contrôlée par les directions syndicales. Fidèle au pacte, malgré quelques brouilles locales — à Lip par exemple —, la direction de la CFDT a entrepris de mettre au pas les éléments ou les groupes de ses adhérents attirés dans ses rangs par sa phraséologie révolutionnaire et son relatif laxisme organisationnel, exclus de la CGT ou dégoûtés par la collaboration de classe active qu'elle pratique.

La CFDT a « mis de l'ordre », après quelque flottements, dans l'affaire des soldats : la CGT elle-même a constaté avec satisfaction que la CFDT avait rassuré depuis ceux qui avaient pu douter de son patriotisme. La direction cédétiste prépare son prochain congrès de façon, d'une part à se donner les moyens organisationnels d'éviter les bavures, ou de pouvoir plus aisément s'en désolidariser : notamment en donnant le pas aux fédérations d'industrie, avec des permanents triés, sur les Unions locales remuantes. D'autre part, elle mène une propagande insidieuse et continue contre toutes les formes de lutte, ou même de discussion qui peuvent être, et ont été un moment dans les dernières poussées de lutte (SNCF récemment), des moyens de tourner les manœuvres de sabotage des bonzes des deux centrales.

Dans le dossier de préparation au congrès publié par sa revue *Syndicalisme* (1^{er} avril 76), la CFDT, ex-championne de la spontanéité ouvrière, se félicite que « l'accord se réalise dans la CFDT pour éviter le piège de la démocratie ouvrière directe qui prétend se passer de l'organisation syndicale » et précise son attaque : « Selon certains, tout devrait se décider en assemblée générale « autonome » et « spontanée »... mais on s'aperçoit que dans un certain nombre de ces assemblées, le pouvoir de décision et de proposition appartient (même si cela se réalise dans des formes diverses) à une avant-garde « éclairée » qui se détermine en fonction d'une stratégie élaborée par une minorité ».

Quant aux comités de lutte ou de grève, il y a les « bons » comités intersyndicaux, et les comités des « inorganisés » sur lesquels on jette le soupçon horrible de ... révolte et de radicalisme, ceux qui sont « le produit d'une élection directe, qui les fait surgir de la base pour doubler les organisations syndicales, et qui sont les produits apparemment spontanés d'une manipulation de l'assemblée des travailleurs par des groupes politiques ultraminoritaires ou par des inorganisés momentanément révoltés et radicalisés » (*ibid.*, souligné par nous).

Masquer (comme le fait généralement l'« extrême gauche ») ce rôle de garde-chiourme en second assumé par la direction CFDT, taire les moyens qu'elle se donne pour le remplir, ne favorise pas l'unité des travailleurs, mais favorise au contraire le détournement de leurs énergies par les compères autogestionnaires des larbins opportunistes.

Rhône-Poulenc

Défendre la force de travail et l'union des ouvriers

Rhône-Poulenc : une de ces multinationales vomies par le PCF... sauf quand elles portent l'estampille nationale ! (voir Renault). Le groupe emploie 80.000 salariés dans 86 entreprises, dont 19.000 personnes dans le textile artificiel. Premier en France pour les produits chimiques, les engrais, le caoutchouc, les produits pharmaceutiques, les films et pellicules, le textile (4^e groupe mondial) où il fabrique 80 % de la production française de fibres artificielles et synthétiques. La rentabilité de ce secteur baissant, la seule solution possible pour une bourgeoisie consciente de ses intérêts consiste à transférer ses capitaux dans un secteur plus rentable — qu'il s'agisse d'une activité différente, pétrochimie, plastiques, pharmacie, ou d'une zone géographique différente où la main-d'œuvre s'achète pour presque rien — tout en intensifiant au maximum supportable le travail des ouvriers encore employés.

Est-ce là particulière malveillance de l'équipe dirigeante du groupe ? Seuls peuvent dire cela les opportunistes de tout poil qui cherchent à propager l'illusion d'une coexistence pacifique du prolétariat et de la bourgeoisie, de la possibilité du bien-être pour les classes exploitées dans la société capitaliste, et veulent donc masquer au prolétariat les lois féroces du capital.

Ainsi, malgré son redressement dans beaucoup de ses activités, Rhône-Poulenc licencie dans le textile : 5.000 licenciements prévus, 20 % de l'effectif, dans un délai « très rapide » (Le Figaro 3-3-76) avec pour objectif à long terme de le réduire à 50 %, soit 9.000 personnes (Le Figaro 8-4-76) en concentrant la production dans cinq usines (Arras, Besançon, Vaise, Colmar, Valence). Les faits démentent une fois de plus la thèse de ceux qui promettent au prolétariat que la solution au chômage se trouve dans le développement accru de l'économie capitaliste et non sur le terrain de la force pour la défense de son droit de vivre dans des conditions correctes.

Parallèlement le groupe Rhône-Poulenc crée une grosse usine de fibres polyester à Bangkok en Thaïlande. Réaction de l'opportunisme, PCF en tête : pas le moindre appel à la solidarité internationale des prolétaires contre la même exploitation capitaliste, qui à un pôle accumule le chômage, la misère, l'insécurité, et à l'autre pôle surexploite féroce-ment les prolétaires, particulièrement dans les zones d'arriération sociale où les capitalistes en profitent pour acheter la force de travail au minimum physiologique, juste de quoi l'entretenir dans un état de famine chronique.

Par contre, des larboiements de misérables chauvins sur le « potentiel national » amputé, sur la perspective (qui selon le PCF devrait fort affliger les prolétaires) de voir « notre pays » obligé demain « d'acheter à l'étranger ce qu'il produit aujourd'hui sur son propre sol » (L'Humanité du 2-3-76). Voilà comment le PCF entretient les divisions que crée la bourgeoisie entre les prolétaires.

Depuis plusieurs mois à Rhône-Poulenc se succèdent grèves, manifestations en ville et sur les routes, occupations des différentes usines du groupe. Mais pour que la lutte porte ses fruits non seulement dans l'immédiat mais aussi en préparant les luttes à venir, elle doit tourner le dos au cul-de-sac dans lequel l'enferment les directions réformistes et chauvines et avancer des objectifs qui, tout en permettant de résister aux effets catastrophiques du capital, soulent les rangs des ouvriers en une union qui est une condition pour en finir avec les causes de la misère : c'est pourquoi les prolétaires conscients des intérêts de l'ensemble de la classe doivent opposer à la « défense de l'entreprise » la défense de la force de travail en liant l'indispensable riposte aux licenciements à l'objectif central du salaire intégral aux chômeurs; en opposant à la « défense du potentiel national » la lutte pour l'organisation internationale des travailleurs, et pour commencer à l'échelle du groupe multinational.

Les délices de l'exploitation

La revue de l'INSEE Economie et statistiques de mars 76 publie la répartition des ouvriers selon la durée du travail en France, au 1^{er} octobre 75. Selon ces données officielles, 5,3 % des ouvriers travaillaient à cette date moins de 40 h (ce qui ne reflète que très incomplètement le chômage partiel car devrait être intégrées dans son calcul les diminutions d'horaires en dessous de l'horaire normal, considéré avec les heures supplémentaires habituellement exigées); 28,9 % travaillaient 40 h; 29,3 % de 41 à 44 h; et à côté de cla 25 % de 44 à 48 h; 5,2 % 48 h et, tenez-vous bien, 5,3 % de 49 à 57 h !

Ainsi l'ouvrier passe d'un horaire qui varie du simple ou double suivant les branches industrielles et la conjoncture économique, en d'autres termes selon les besoins généraux et même les besoins individuels des capitalistes. L'exigence qui ressort clairement de la brutalité de ces chiffres est celle de la réduction de la durée du travail, non seulement par la diminution radicale de l'horaire légal mais aussi par la suppression des heures supplémentaires pour le même salaire.

Leur « front unique » et le nôtre (2)

(La première partie de cet article a paru dans le n° 219 du Proletaire.)

★

Faisant la critique de l'« action de mars » en Allemagne, et surtout des théorisations aventuristes dans le sens de l'« offensive à tout prix » qui l'avaient suivie, le III^e Congrès de l'Internationale Communiste s'était attaché à rappeler aux délégués rassemblés à Moscou deux principes fondamentaux et permanents de la tactique révolutionnaire que la Gauche communiste, en Italie, était la première à partager : la nécessité, pour la victoire de la révolution, d'avoir non seulement des partis véritablement communistes, mais une influence dominante de ces partis sur la classe ou-

vrrière, conquise contre tous les autres partis ; et la nécessité de mener cette lutte pour la conquête des larges masses prolétariennes aux principes du communisme, non seulement sur le plan de la lutte théorique et politique générale — toujours indispensable — mais aussi sur celui de la participation active du parti communiste à toutes les luttes économiques, même limitées, de la classe ouvrière, pour la défense de ses intérêts les plus humbles, mais aussi les plus vitaux.

Dans la situation d'offensive capitaliste qui était en cours, ces principes permanents se traduisaient dans le mot d'ordre du *front unique* de tous les prolétaires, codifié dans les thèses adoptées par l'Exécutif élargi de décembre 1921.

sont les agents du capital et non nos amis quelque peu égarés » (Anciens buts, nouvelles voies ; de l'unité du front ouvrier, dans « L'Internationale Communiste », n° 19, décembre 1921, p. 4679).

Loin d'être un reniement, la nouvelle tactique était donc, dans l'esprit des chefs de l'IC, un prolongement de l'œuvre de scission précédemment accomplie. Comme l'écrivait Trotsky, également à propos du parti français : « Si le parti communiste ne cherchait pas à trouver les voies d'organisation susceptibles de rendre possible, à chaque moment donné, des actions communes concertées entre des masses ouvrières communistes et non communistes (sociaux-démocrates compris), il prouverait par là-même son incapacité de conquérir la majorité de la classe ouvrière par des actions de masse. Il dégènerait en une société de propagande communiste, et ne se développerait jamais en un parti de conquête du pouvoir. Ce n'est pas assez d'avoir un glaive, il faut l'aiguiser ; ce n'est pas assez de l'aiguiser, il faut savoir s'en servir. » « Telle est — ajoutait-il — la seconde lettre de l'alphabet communiste. » Mais cette seconde lettre supposait, comme condition, la première : « la rupture totale et décisive avec les sociaux-démocrates », sans laquelle le parti « ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne » (Thèses présentées à l'Exécutif élargi de février-mars 1922, point 4).

Aussi la Gauche, en Italie, pouvait-elle écrire, se fondant sur un discours de Zinoviev, que le front unique ne pouvait être confondu avec une alliance ou une collaboration avec les partis opportunistes, bref avec une renonciation de la part du parti communiste. Une telle renonciation n'était qu'un « danger possible », et il s'agissait précisément, nous le verrons, de déterminer les moyens de le conjurer. Il n'était question ni de conclure

une alliance politique dans laquelle « de part et d'autre on sacrifie et on passe sous silence une partie de son propre programme pour pouvoir se rencontrer sur une position intermédiaire », ni que le parti communiste renonce à son indépendance et à sa liberté d'action « en échange d'une certaine influence sur les mouvements d'une masse plus grande que celle qui le suivrait s'il agissait seul », ni enfin qu'il « déplace son attention et son effort de ses objectifs révolutionnaires propres sur d'autres objectifs plus modérés en se berçant de l'illusion que les contre-révolutionnaires de la social-démocratie pourraient, par une conversion à gauche, viser à leur tour ce but mi-réformiste et mi-révolutionnaire » (La tactique de l'Internationale Communiste, janvier 1922, dans « Programme Communiste », n° 51-52, pp. 105-107).

Cette concordance de buts et d'orientation entre la Gauche et l'Internationale posée, les thèses de l'IC sur l'unité du front prolétarien (celles-là même qui seront adoptées au IV^e Congrès) manquaient malheureusement de clarté. Ce qui leur manquait surtout, c'était une définition univoque et tranchante du front unique lui-même dans son contenu, dans son terrain d'application, bref, dans ses « frontières ». Partant d'une analyse de la situation d'offensive capitaliste et d'une constatation de la « tendance spontanée à l'unité » des masses ouvrières, elles hésitaient cependant sur les moyens de réaliser cette unité, oscillant entre une définition du front unique comme « l'unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique » (point 6) ou encore « l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme » (point 23), donc entre un front « à la base » de tous les ouvriers, et un front « au sommet » de partis politiques par la proposition d'actions communes aux partis « ouvriers » non communistes. Zinoviev insistait sur le premier aspect — « l'unité

du front révolutionnaire avec les masses ouvrières, contre les capitalistes et leurs valets, les chefs de la social-démocratie » (Anciens buts, nouvelles voies, cit., p. 4672), mais il n'excluait pas le second ; et cette ambiguïté se retrouvera dans tous les débats de l'IC, spécialement au IV^e et au V^e Congrès.

Or si on voulait — comme le voulait la direction de l'Internationale — assurer le maximum d'unité à la défense du prolétariat contre l'offensive patronale et en même temps sauvegarder les « conditions subjectives » de la révolution, si on voulait se donner les moyens de combattre les interprétations abusives dans le sens d'un rapprochement avec les partis social-démocrates et centristes qu'on voulait éviter, il fallait absolument liquider toutes les équivoques sur ce point.

Sous la direction de la Gauche, le PC d'Italie avait, un des premiers, appliqué avec enthousiasme la nouvelle tactique, lançant, avant même le retour de sa délégation au III^e Congrès de l'Internationale, son Appel aux trois Confédérations syndicales de classe du prolétariat italien pour le front unique et la grève générale. Dans une œuvre de codification tactique rigoureusement ancrée aux principes et rendue toujours plus tranchante par la confrontation avec les confirmations de l'expérience, la Gauche communiste devait apporter une contribution indispensable à la délimitation de la tactique du front unique, en précisant ce qu'il pouvait être (revendications, moyens de lutte, base organisationnelle), et surtout ce qu'il ne pouvait pas être sous peine de dégénérer en une tactique opportuniste. C'est sur ce plan et lui seul, non pas celui des principes de la tactique — sur lequel la concordance de vues était totale — mais celui de son application, que surgit le désaccord entre la Gauche et l'Internationale sur la question du front unique.

(A suivre.)

L'Internationale et la Gauche devant le « Front Unique »

Il s'agissait d'affronter cette situation difficile, lucidement reconnue, pour en utiliser les possibilités tactiques. En effet, face à l'attaque capitaliste toujours plus acharnée, qui heurtait de front les intérêts de tous les prolétaires et s'attaquait à leurs organisations de résistance, même dirigées par des opportunistes, il était possible de s'appuyer sur ces éléments qui sont communs à tous les travailleurs, à quelque parti qu'ils appartiennent, ou même sans parti, pour les inviter à défendre ensemble leurs conditions de vie et de lutte, en proposant — comme l'écrivent les Thèses sur la tactique de l'Internationale, présentées par le PC d'Italie au IV^e Congrès mondial — « une action commune de toutes les forces prolétariennes encadrées dans les organisations des plus diverses tendances ». La perspective était double : ou bien les organisations déclinaient l'invitation au front unique faite par le parti communiste, ce qui permettrait de les dénoncer face aux masses ; ou bien on aboutissait réellement à une action générale de toutes les organisations prolétariennes et de tout le prolétariat, ce qui devait permettre d'abord de raffermir les rangs prolétariens désorganisés et démolis par l'offensive bourgeoise et par les défaites passées, en opposant un barrage à l'élan des forces antiprolétariennes, et aussi d'accroître l'influence du parti communiste sur les masses ouvrières aux dépens des autres partis, en montrant dans les faits aux prolétaires encore influencés par ces derniers que même pour défendre de façon conséquente ne serait-ce que leur pain, leur travail, leur droit à s'organiser, ils avaient besoin de la direction du parti communiste — et à plus forte raison pour s'émanciper. Dans une situation d'offensive généralisée de la bourgeoisie mais grosse encore de potentialités révolutionnaires, on préparait ainsi, au travers même de la défense, les conditions d'un passage ultérieur à une contre-offensive du prolétariat, sous la direction, cette fois, du parti communiste.

s'éloigner du réformisme quand il le critique sans sortir de sa salle de rédaction et qui a peur de l'affronter devant les masses ouvrières », la « passivité politique qui tend à conserver un état de choses dans lequel les communistes comme les réformistes ont chacun leur cercle d'influence, leurs auditoires, leur presse, et dans lequel cela suffit à donner à chacun l'illusion d'une lutte politique sérieuse » (Thèses présentées à l'Exécutif élargi de février-mars 1922, point 8).

Dans son intervention en faveur du front unique au Congrès de Marseille du PCF (décembre 21) comme dans ses articles sur la tactique de l'Internationale de janvier 1922, la Gauche italienne mettait précisément en garde tant contre cette espèce de conservatisme de parti ancré aux habitudes du passé, cette crainte de « vieille fille puritaine » devant les conditions réelles de la lutte, que contre les critiques hâtives et de type infantile. Faire place nette de ces réticences comme des critiques infondées ne signifiait pas qu'il suffisait d'être communiste pour faire « n'importe quoi » et que le domaine tactique est illimité. C'était au contraire la condition pour pouvoir apporter à l'Internationale une contribution vraiment utile, en s'efforçant de définir avec précision les limites que la tactique du front unique ne devait pas dépasser dans son application si elle voulait atteindre son but : le renforcement et du parti et de son influence révolutionnaire sur la classe, c'est-à-dire les deux conditions subjectives fondamentales de la révolution.

Dans l'intention de ses promoteurs, le front unique n'était en aucune façon une renonciation à la lutte révolutionnaire pour la dictature prolétarienne, mais une tentative en vue de conquérir à cette lutte pour la dictature des masses importantes du prolétariat, dans et par la lutte de défense. Il n'était pas un moyen de faire la paix avec les partis réformistes, mais au contraire de leur arracher les fractions prolétariennes qu'ils contrôlaient encore. Il n'était pas un moyen de constituer le parti par le rapprochement avec une série d'autres forces : il supposait au contraire un parti communiste solide (même si celui-ci ne pouvait pas se développer et s'aguerir *in vitro*), un parti qui ait la capacité de tendre des ponts, puis de les briser sans en être désorienté, qui ne compte pas sur les autres pour faire ce que lui seul peut et doit faire, bref qui ait une claire vision de ce qui le sépare, irrévocablement, de tous les autres partis. Comme l'écrivait Zinoviev, répondant notamment à Daniel Renoult (futur pilier du PCF stalinisé !), qui s'était hâté d'interpréter le mot d'ordre du front unique comme une invitation à cesser la lutte entre les partis et à oublier « que Judas est un traître et que Renaudel est Renaudel » : « Pour bien manœuvrer contre les réformistes et les demi-réformistes, pour enlever à ces derniers, sous le mot d'ordre de l'unité du front, de nouvelles couches d'ouvriers, il faut que le manœuvrier, c'est-à-dire le parti communiste lui-même, se tienne fermement sur ses jambes et qu'il se souvienne que Longuet et Renaudel

Les grèves de l'Université

Malgré l'activité déployée par les directions syndicales stalinienne de l'UNEF-Renouveau et du SNESup pour vendre (contre un résultat nul) puis juguler sur place un mouvement qu'ils avaient contribué à lancer avant les cantonales en espérant le maintenir dans les rails du pacifisme et du légalisme, la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle continue, après trois mois, à secouer les universités. Cette lutte met en avant deux types de revendications : celles qui concernent la culture et celles qui concernent l'emploi.

Sur la première, on a vu se rejoindre dans la récrimination même les membres de l'archi-réactionnaire et corporatiste Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (la « professionnalisation », l'alibi « réaliste » et parfaitement mensonger de la réforme, effarouche ces défenseurs de la culture générale), les libéraux de tout poil, les opportunistes et de façon moins directe, mais par là plus trompeuse pour les éléments combattifs, l'« extrême gauche » (LCR, Révolution, tenant la main du PSU). Avant la grève, et dans sa première phase, quand il espérait encore la contrôler directement, l'opportunisme, UNEF-Renouveau et SNESup en tête (entraînant de fait, dans cette ambiance petite-bourgeoise, et surtout chez les enseignants, de nombreux éléments désorientés qui se croient « indépendants ») s'est vanté de défendre le « potentiel universitaire », de la même façon qu'il appelle la classe ouvrière à défendre, non ses conditions de vie et de lutte, mais l'outil de travail et le potentiel industriel national (en ce moment l'opportunisme brandit plutôt ce thème... contre les grévistes qui « risquent de dévaluer les diplômes »). Moins ouvertement chauvins, d'autres ont pleuré sur la fin de ce havre de « réflexion critique », ou de la redoutable termitière qui rongerait soi-disant les institutions bourgeoises de l'intérieur, ou même les ferait « exploser » (!) en permanence ; d'autres (le MAS inspiré par le PS notamment) ont cru surmonter le caractère bourgeois de cette défense de la culture en demandant que les facs soient ouvertes aux travailleurs.

Or qu'est-ce d'abord que ce « prestige de la France » dont serait porteuse l'Université ? Un produit d'exportation qui masque les réalités

du pillage impérialiste mené par la France républicaine, et notamment le rôle d'une langue nationale dans l'expansion impérialiste. Ceux qui défendent la langue et la « culture » françaises contre « l'impérialisme » (toujours celui des autres) anglais, américain et, bientôt, allemand, défendent en même temps les ventes de « Mirages » et de machines-outils, enchaînent les ouvriers à la défense de leur drapeau national, de « leurs » capitalistes, contre les ouvriers américains, allemands, italiens, etc. En faisant miroiter d'autre part la démocratisation de l'enseignement, ou l'ouverture des universités aux travailleurs, PC, PS et leurs satellites essaient de faire croire que la classe ouvrière dans sa totalité va pouvoir « accéder à la culture ». Quand on parle des 11 % de fils d'ouvriers (de l'aristocratie ouvrière en majorité) qui sont à l'Université (et dont peu iront jusqu'au bout), cela veut dire que les 89 % qui restent sont à l'usine ou au chômage, que si quelques ouvriers arrivent à se tirer d'affaire individuellement, le sort de leurs frères de classe n'en est pas changé pour autant. Faire miroiter la licence à Vincennes (ou dans un autre de ces guépiers universitaires « de gauche » destinés à enguler les révoltes), après 8, 9, 10 heures de travail par jour, et à la place du combat collectif pour la défense des chômeurs, c'est pousser — volontairement ou non — les ouvriers dans les pièges bourgeois du radotage livresque supérieur à l'expérience et à la lutte de classe, de la promotion sociale accessible à tous (et de l'inégalité sociale comme juste sanction du manque d'intelligence ou d'application à l'étude !). Globalement, la classe ouvrière reste exclue d'une culture de classe dont le contenu est aussi

marqué par l'étrécissement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale. Il lui faudra faire la révolution avant de pouvoir recevoir (et donner, alors) par des méthodes tout autres que celles du gavage pédagogique, même maquillé en « libre dialogue », une éducation humaine, polyvalente, polytechnique, à la fois « professionnelle » et « culturelle », dans une société qui, marchant vers l'abolition des classes et de la division entre travail intellectuel et travail manuel, fera de l'épanouissement de chacun la condition de l'épanouissement de tous.

★

La deuxième question agitée — moteur réel de la grève étudiante — est la question de l'emploi. Le but avoué de la réforme est d'éliminer une partie des étudiants : ils sont 800.000 en France, deux fois plus qu'en Angleterre ou en Allemagne, pays qui ont « rationalisé » plus rapidement leur système de reproduction de la division sociale. Le prétexte donné pour cette élimination, c'est d'assurer le « plein emploi ». Les vrais motifs ce sont, comme nous le rappelions dans notre tract d'avril (reproduit dans le n° 219 du Proletaire), des économies pour l'Etat et un contrôle plus étroit — politique et économique — de la bourgeoisie sur la formation de ses agents à tous les niveaux.

L'opportunisme, répercutant et amplifiant les illusions petites-bourgeoises florissantes dans ce milieu, demande à la fois les études pour tous (du moins pour ceux qui le méritent) et des garanties à l'Etat bourgeois contre le chômage et contre la « dévalorisation » des diplômes. Les jeunes de l'UNEF-Re-

(suite page 4)

Suite de la page 1

C'est à juste titre que la bourgeoisie espagnole peut déclarer à la suite des événements de Vitoria, que « pendant de longues années, on a exigé de ceux qui agissaient dans l'illégalité qu'ils assument des responsabilités légales. [Mais] pour que les dirigeants politiques puissent assumer la responsabilité qui leur revient, il faut que leur organisation, leur association jouisse de garanties précises pour développer leur activité. Le vide politique qu'on observe en cas d'inhibition générale [lire : des mécanismes actuels de la défense bourgeoise devant la lutte des classes] par crainte, par prudence [sic!] ou par insuffisance de ressources adéquates, s'explique largement par le manque de cadre légal pour l'activité des partis politiques. La responsabilité [devant l'Ordre] existe toujours [dans la légalité comme dans l'illégalité] mais il va de soi qu'elle est différente pour quelqu'un qui attend que sa situation soit réglée et pour celui qui se trouve à la tête d'une organisation légalement reconnue [...]. La grande responsabilité des Cortes est de faire en sorte que les chefs politiques puissent rapidement assumer publiquement leurs responsabilités » (La Vanguardia española du 10-3-1976). Bref, Démocratie pour assurer l'Ordre bourgeois, ou l'Ordre bourgeois pour assurer la Démocratie, telle est l'action convergente de la bourgeoisie et du stalinisme espagnols.

*

En Italie, trente-trois ans après la « révolution antifasciste »... dans le sillage de l'armée américaine, l'alliance pour la Démocratie dans le Comité de Libération Nationale s'est transformée

La démocratie à la lanterne !

en « compromis historique », encore tacite mais déjà bien portant, entre le PCI et la Démocratie Chrétienne.

Son objectif ? « Le fonctionnement ordonné et normal des institutions démocratiques » contre « les aventuriers et les provocateurs de toute espèce », pour « sortir de la récession », « dominer la crise [économique, politique et morale de la société bourgeoise] », parer aux « risques et aux conséquences du désordre [...], du désarroi, des insuffisances, du mauvais fonctionnement y compris dans LES SERVICES ASSURANT LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC » (cf. Le Proletaire, n°s 195 et 200).

Parti de la moralité publique, de l'administration honnête et efficace, s'engageant à apporter surtout « l'ordre et la stabilité » dans la « coexistence de tous les citoyens » (à bas la lutte prolétarienne !), le PC italien clame tout haut qu'il est « anticorporatif » en ce sens qu'il ne veut pas représenter les intérêts de secteurs « spécifiques » de la « communauté nationale », qu'il veut un Etat fort et que s'il va « au gouvernement comme force hégémonique de la gauche dans une société au bord de l'effondrement, alors la phase autoritaire s'impose » ; et les demi-teintes n'étant plus de mise, il déclare sans ambages que « puisqu'on entre dans une économie de guerre les sacrifices seront durs et doivent être annoncés clairement. La semaine courte [réclamée par les ouvriers] est-elle compatible avec une économie de guerre ? Il est clair qu'on ne

peut demander de sacrifices aux ouvriers que dans une commune austérité ». Commune austérité entre exploités et exploités ! Capitalistes, accumulez du capital ! Proletaires, au travail ! Ordre et Patrie !

Agnelli, président sortant de la Confédération du patronat italien a raison de dire qu'il est absurde de craindre l'arrivée du PC au pouvoir ; que ce que l'on doit craindre « c'est la manière dont les communistes seront capables de gérer une situation difficile [pour le système capitaliste] » et que « l'important en somme, c'est qu'il n'y ait pas de vacance du pouvoir ». Quant au Ministre de l'Intérieur il vient de déclarer que le mouvement syndical tricolore « a démontré qu'il était une force de stabilisation de l'ordre public » (Le Monde des 16-4 et 5-5-76). Haro sur les prolétaires ! Vive le stalinisme !

Mais l'histoire ne passe pas en vain. Hier, le stalinisme prétendait que les alliances interclassistes dans les Fronts populaires et les blocs de la Résistance étaient un moyen d'assurer la démocratie, ce trésor situé au-dessus des classes, ce cadre prétendument indispensable de la lutte d'émancipation prolétarienne. Quarante années de défense d'une démocratie nourrie de sang prolétarien (guerre d'Espagne, guerre impérialiste, reconstruction nationale) ont plus que prouvé qu'il s'agissait en fait de défendre la trilogie bourgeoise : Ordre-Patrie-Capital. Et le PC espagnol parcourt aujourd'hui d'un seul trait tout l'arc historique de cette voie contre-révolutionnaire, en défendant l'Ordre sous

le fascisme, et en saluant simultanément dans son homologue italien le parti « de la responsabilité nationale et démocratique », visant non pas l'émancipation ouvrière (que Dieu nous garde de cet objectif « corporatif » !) mais à « sauver l'Italie » et à la transformer en « un pays de développement équilibré, d'honnêteté administrative et de gouvernement pluraliste, représentatif et efficace » (Mundo Obrero du 21-4-76). Vive le capitalisme, la Nation et leurs défenseurs !

*

Après l'Espagne et l'Italie, le Portugal. Après Carrillo et Berlinguer, Cunhal. Ironie de l'histoire, celui-ci, au gouvernement, doit subir les conseils de « modération » de ses confrères des autres pays qui sont dans l'« opposition ». En fait, que peut bien signifier l'accusation de « sectarisme » portée à l'encontre d'un parti qui n'a rien fait d'autre que de reprendre le programme et l'action des partis « frères » de toute l'Europe, de l'Italie à l'Espagne, en passant par la France ; d'un parti qui ne fait que réclamer son maintien au gouvernement dont il fait partie de façon ininterrompue depuis deux ans, au coude à coude avec le PS (le parti du « socialisme dans la liberté »... d'exploiter les masses) et avec la droite (qui assure politiquement la stabilité dans les régions les plus réactionnaires du pays), tandis que le PCP, lui, enchaîne à la politique de l'Etat les masses des banlieues ouvrières du pays et des campagnes de l'Alentejo ?

La social-démocratie elle-même nous éclaire. Dans une interview accordée par Soares à L'Unité (16-4-76) on peut lire :

« QUESTION : En somme, vous demandez aux communistes de prouver leur attachement à la démocratie en démontrant leur capacité d'assurer l'ordre social ?

SOARES : Vous caricaturez un peu, mais fondamentalement, c'est cela. Le PCP doit se soulever de l'expérience du « parti frère » français en 1945. Maurice Thorez avait alors expliqué aux travailleurs « qu'il faut savoir finir une grève ».

Q. : Vous conseillez à Cunhal de relire Thorez ?

SOARES : Mieux encore, d'écouter Berlinguer ! »

L'objectif est toujours le même : assurer l'ordre. En participant au gouvernement, si on réussit à faire en sorte que les ouvriers adhèrent étroitement à la politique de l'Etat. Autrement, en restant dans l'« opposition », celle des Berlinguer, Carrillo, Marchais, dans le cadre du respect des « valeurs suprêmes » : Nation, Démocratie, Légalité, Economie nationale.

Le présent est l'enfant du passé. Les Fronts populaires et les blocs de la Résistance furent le prolongement historiquement inéluctable du « socialisme dans un seul pays », et la défense de la démocratie est inséparable de la défense de l'Ordre bourgeois. Le « communisme latin » est le rejeton du stalinisme, la synthèse historique du « socialisme dans un seul pays » et de la Démocratie, des « voies nationales au socialisme » et de la défense de la Patrie.

La voie de la révolution prolétarienne est toute autre. Elle passe par le combat irréconciliable contre le capitalisme, en livrant ouvertement bataille au réformisme « ouvrier », et en inscrivant bien haut sur le drapeau de la Révolution et, aujourd'hui, de la préparation révolutionnaire : A bas l'Ordre bourgeois ! La démocratie à la lanterne !

presse internationale programme communiste

N° 69-70

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
- LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE (2), LE VI^e EXECUTIF ELARGI DE L'I.C.
- Introduction.
- Intervention d'A. Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (16-vrier-mars 1926).
- En marge du X^e Plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

*

EL PROGRAMA COMUNISTA

N° 20 - Mayo de 1976

- 1926-1976 : del socialismo en un solo país a la democracia en todos.
- El curso del imperialismo mundial (2).
- Lucha revolucionaria, partido y militismo comunistas.
- La función histórica de la democracia en España.

*

BULLETIN NR. 10

- Entweder Diktatur der Bourgeoisie oder Diktatur des Proletariats.
- Die soziale Bewegung in China (1).
- Die Repressionsmassnahmen der deutschen Bourgeoisie.
- Mitbestimmung und Investitionslenkung : die Rettungsmannschaft des Kapitalismus an der Arbeit.
- Die Polenverträge : Kapitel der deutschen Expansions nach Osten.
- Das libanesische Pulverfass.
- Interventionen der Partei.
- Rezension : die Parteiarbeit neben Russland.

*

il programma comunista

Les grèves de l'Université

(suite de la page 3)

nouveau qui s'appliquent à torpiller la grève prétendent démagogiquement lutter contre la sélection, mais ils l'encouragent en réclamant à cor et à cri le maintien de la « valeur des diplômes », qui dépend, pour les futurs salariés, d'une part du rapport des forces, du niveau des luttes revendicatives, d'autre part du rapport capitaliste entre l'offre et la demande, que la multiplication du nombre des diplômés rend évidemment défavorable aux futurs salariés, dans la logique capitaliste qui n'est remise en cause par les démagogues opportunistes ni maintenant ni plus tard, dans le gouvernement de gauche respectueux du profit qu'ils nous promettent.

C'est, comme toujours, faire espérer un capitalisme huilé, sans ses contradictions qui vont en s'amplifiant, et favoriser le sauve-qui-peut individuel. Au mépris de toutes les évidences statistiques, ces défenseurs de la « science » (bourgeoise) masquent le fait que les chômeurs qualifiés seront aussi chômeurs que les autres, sauf (et encore) s'ils acceptent... la déqualification, et la prolétarianisation, que le capitalisme tend à imposer par le moyen de l'armée de réserve des chômeurs dans les secteurs du tertiaire, de l'enseignement, etc., comme dans ceux de l'industrie et de l'agriculture. Imperturbablement, l'opportuniste réclame une « vraie » formation pour un « vrai » métier, le « juste salaire » (formule déjà critiquée comme réactionnaire par Marx et Engels en 1845)... surtout pour les cadres moyens dont le gouvernement de gauche apaisera enfin le malaise. Il propage autour de lui l'infection bourgeoise de la concurrence, de la lutte de chacun contre tous.

Des perspectives bien différentes se sont manifestées, plus ou moins clairement, dans la lutte des étudiants, et de certains enseignants, contre la réforme Soisson-Saunier-Séité. Elles s'expriment par exemple dans les formules du « Collectif étudiant-enseignant » qui coordonne la lutte depuis un mois surtout, les étudiants se déclarant solidaires de la classe ouvrière et ne voulant être « ni chômeurs, ni cadres au service du patronat ». Mais, sous peine de

tomber dans les illusions petites-bourgeoises et réformistes, les éléments sensibles à ces exigences ne doivent pas revendiquer un « droit au travail » (revendication illusoire qui ouvre un vaste champ d'action à l'opportunisme) et pire encore « au travail qualifié » (revendication réactionnaire) dans le cadre capitaliste, mais une allocation qui au minimum leur permette de vivre, égale au SMIC pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et tendant vers le salaire intégral aux travailleurs licenciés (revendication de l'ensemble des travailleurs, actifs ou chômeurs). C'est sur ce terrain notamment que la « lutte étudiante » peut jusqu'à un certain point rejoindre la lutte des ouvriers autrement que dans la phrase révolutionnaire. De même, refuser d'être « des cadres au service du patronat » ne sort de la pieuse intention et ne prend un sens que si ces éléments abandonnent, non pas la lutte revendicative, mais la défense de privilèges d'ailleurs de plus en plus illusoire pour se défendre en tant que salariés (actuels ou futurs), en revendiquant la lutte de classe et en tendant vers l'unité matérielle de la classe ouvrière dont ils ne veulent pas se couper, ou pour rejoindre le combat politique de la classe pour son émancipation.

*

Du côté des enseignants, un mouvement revendicatif d'une grande combativité a été une des ailes marchantes du mouvement actuel parmi les vacataires et chargés de cours (le personnel auxiliaire et contractuel, avec des statuts multiples, surexploité, sous-payé, qui assure, globalement, surtout depuis 1968, plus de 50 % des tâches dans l'enseignement supérieur). Abandonnés par le SNEsup qui refuse pratiquement depuis 1969 de syndiquer la majeure partie de ces salariés sous des prétextes bureaucratiques, dégoûtés à juste titre par le corporatisme réactionnaire de sa direction, n'obtenant du SGEN qu'un « soutien » verbal, ils sont entrés en lutte sur un mot d'ordre de titularisation immédiate et sans condition contre le plan gouvernemental qui prépare le licenciement dans les trois ans de trois mille enseignants vacataires (quitte à en rem-

placer sans doute une partie par des contractuels voués à des conditions de travail encore pires). Tous les enseignants titulaires animés d'un sens minimum de la solidarité entre travailleurs doivent donner leur appui effectif pour la défense de ces catégories, lutter contre les discriminations et s'opposer aux prétextes hypocrites au nom desquels on les pousse à se faire les complices de la répression contre eux (et même, grâce à la « participation » instaurée par E. Faure, les agents directs en tant qu'employeurs dans les divers conseils de gestion universitaires). Misère des intellectuels bourgeois et petits-bourgeois prêts à rompre des lances pour la défense de leur marchandise culturelle, baptisée « progressiste » ou même, ici et là, « révolutionnaire », et qui refusent leur solidarité élémentaire à leurs camarades menacés de licenciement !

Du côté des étudiants, et en l'absence d'organisation syndicale de classe du prolétariat, le besoin (juste) d'une liaison avec la classe ouvrière tend forcément à prendre la forme de la fantaisie « intellectuelle » la plus creuse (« faire contrôler les examens dans les usines »), ou tend à emprunter le canal de déviations centristes du marxisme représentées notamment par les directions politiques du PSU et de la LCR et, avec des oscillations plus amples du révolutionnarisme au ... démocratismes vulgaires par Révolution ! et par des courants maoïstes. Ce besoin d'unité est ainsi dévié soit vers un retour sous l'aile de l'opportunisme PC, au nom de l'unité à tout prix avec les appareils, si discrédités soient-ils pour le moment, soit vers une alternance, classique dans les couches petites-bourgeoises, du triomphalisme et de l'abattement. Nous y reviendrons.

Ni l'inévitable floraison à l'Université des illusions petites-bourgeoises, ni la difficulté, en l'absence d'un fort mouvement prolétarien, d'orienter ces luttes dans un sens conforme à l'unité de classe, ne doivent détourner les communistes d'y défendre les conditions de vie et de lutte des salariés actuels et futurs, sans oublier de montrer le caractère précaire de tout résultat dans le cadre capitaliste.

permanences du parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 30 mai, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. — Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 19 mai et 2 juin de 14 h à 17 h.

● A Amiens : le dimanche 13 juin de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

● A Lille : les dimanches 23 mai et 6 juin de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le samedi 5 juin de 18 h à 19 h.

● A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couppes, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montcholsy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926